

Le peuple burundais réalise un exploit : dire NON à l'armée criminelle

De la révolution pacifique à la révolution armée Par Cyriaque SABINDEMYI - Ijambo – Les quatre vérités, N° - Octobre 1996. Le peuple burundais enfin debout. En trois ans, le peuple burundais vient de réaliser un exploit. Personne n'aurait jamais cru en effet que ce peuple maltraité, opprimé et massacré fût capable de lever la tête, de s'organiser, de dire NON à l'armée criminelle, de l'affronter et de la mettre à mal. Pacifique et sans armes jusqu'au coup de force militaire du 21 octobre 1993 le peuple, acculé par l'armée, s'est rendu compte, non sans quelques lenteurs, qu'il fallait se défendre à tout prix pour ne pas être décimé. Comme toute révolution, la révolution burundaise se fait dans la douleur et le sang. De nombreuses victimes sont à regretter, car l'ennemi dispose de beaucoup de moyens militaires, accumulés par l'Etat criminel depuis les premières années de l'indépendance. Mais tout semble indiquer que rien ne pourra venir à bout de la détermination de ce peuple longtemps meurtri.

1. L'héritage de NDADAYE Par le biais de ses campagnes électorales qui étaient en même temps des campagnes de sensibilisation politique, sociale, économique, culturelle... le président NDADAYE et son équipe ont réalisé une véritable révolution des mentalités, à travers les campagnes burundaises. Alors que les agressions répétées de l'armée n'avaient jamais été accompagnées ou suivies de résistance populaire de longue durée et que le peuple semblait accepter sans broncher son triste sort, sa réaction fut spontanée et brutale aussitôt après l'assassinat de ses élus. Tout en regrettant les Tutsi innocents assassinés, il faut faire remarquer que les auteurs du putsch ne pouvaient pas ignorer ce risque eu égard à la colère populaire contenue depuis plus de trente ans. A chaque période de crise grave en effet, ce sont des milliers de Hutu qui étaient massacrés par l'armée avec la complicité de leurs voisins tutsi. Il était donc prévisible que la réaction à la provocation extrême, celle d'assassiner ceux que le peuple venait d'élire, allait provoquer la fureur populaire. Aujourd'hui, la colère a fait place à la détermination: les massacres sans arrêt de populations civiles hutu par l'armée mono-ethnique tutsi ont fini par convaincre les plus naïfs parmi eux que les ennemis de la démocratie ne reculeraient devant rien pour la faire échouer et qu'il ne restait que la voie armée pour s'opposer efficacement aux agresseurs de la majorité électorale. Certes, un nombre important de gens sont massacrés pratiquement chaque jour par cette même armée. Cependant, les gens ne se laissent plus conduire à la mort comme des animaux à l'abattoir. Le peuple a appris à manier les armes, à vivre dans la brousse, à flairer le danger, à épier l'ennemi, voire à lui tendre des embuscades et à l'attaquer. De la mentalité de la soumission, de la passivité et de la résignation, le peuple est passé à celle de la prise de conscience de la frustration subie, puis à une attitude de refus et de révolte.

2. Le message de juin 1993. Avec la victoire électorale du Front pour la Démocratie au Burundi (FRODEBU) en juin 1993, le peuple a pris conscience de sa force, de ses potentialités et de ses droits. Il a compris qu'il était souverain et qu'il pouvait changer le cours de l'histoire. Il s'est rendu compte qu'il pouvait imposer sa loi et ses élus, malgré la force militaire de ses ennemis. En juin 1993, un peuple s'est levé avec détermination et dans la paix et dans la dignité a choisi son chemin: le programme politique du FRODEBU. Un peuple a dit non à l'oppression, à la dictature minoritaire et à tout ce qui l'a accompagné pendant plus de trente ans: l'injustice, l'exclusion, les massacres et la terreur. Le peuple burundais a dit OUI à la démocratie, au respect des droits de l'homme, au respect des libertés fondamentales, à la justice pour tous. Par la voie des urnes, le peuple burundais a décidé de mettre fin à trois décennies de gestion catastrophique et criminelle de l'Etat, à la domination d'une oligarchie sans scrupules.

3. La catastrophe d'octobre Le 21 octobre 1993, le ciel s'effondrait sur le Burundi. L'euphorie de la victoire électorale de juin fut de courte durée. Cette brève période aura néanmoins le mérite de laisser dans la bouche des opprimés la saveur persistante de la liberté. C'était trop beau pour durer: se défaire de l'apartheid ethnique et de l'esclavage après tant de souffrances, se libérer du joug de l'oligarchie criminelle, sans effusion de sang! Une démocratie exemplaire venait de voir le jour en Afrique, et le peuple burundais entamait un parcours inédit et plein d'espérance. Naïveté ou défi? Toujours est-il que le président NDADAYE n'a pas voulu s'entourer d'une garde fidèle pour le protéger. En acceptant de se mettre sous la protection d'une armée qu'il savait non loyale, il évitait de l'attaquer de front en lui proposant un modus vivendi, une cohabitation honnête, des changements progressifs et presque sans douleur. Ce faisant, NDADAYE faisait preuve de bonne foi et montrait qu'il croyait dans la perfectibilité de l'être humain. Il lançait un défi à toutes ces forces du mal, militaires et civiles, qu'il croyait capables de réfléchir, d'estimer à leur juste mesure les risques encourus en cas d'aventure putschiste. NDADAYE a mis les militaires et l'oligarchie tutsi devant leurs responsabilités, en les invitant implicitement à réparer leurs propres torts, à tourner le dos au passé et à s'engager résolument vers un avenir de réconciliation. A-t-il eu tort? Sans doute oui, sans doute non. Oui, car la suite des événements montre que les ennemis de la démocratie ne méritaient pas la confiance que NDADAYE a placée en eux. Incapables de se mettre au diapason de l'Histoire, les barons de l'ancien régime se sont crus assez forts pour défier le peuple, en lui reniant son droit inaliénable de se choisir ses dirigeants. Non, car la sagesse politique commandait de procéder par étapes successives pour opérer des changements. On ne réforme pas une armée de plus de 30 ans en un jour; on ne transforme pas un Etat bâti sur l'injustice comme par un coup de baguette magique. Il faut certes du temps, et c'est ce temps que les putschistes écervelés ont refusé à NDADAYE. Mais l'histoire montre déjà que ces derniers n'ont pas gagné la partie et que cette étape, avec tout son cortège d'horreurs et de victimes, était pratiquement inévitable, dès lors que le mouvement révolutionnaire était enclenché.

4. La trahison de septembre Le 10 septembre 1994, après plusieurs mois de fausses négociations et de terrorisme ourdi par le parti UPRONA, l'armée et les milices dites tutsi, la Convention de gouvernement est signée par des représentants de partis politiques. Cette Convention prétend avoir la primauté sur la Constitution de mars 1992, votée par référendum populaire, ce qui constitue une imposture et une légalisation du coup d'Etat, sous le prétexte fallacieux de la nécessité de partage du pouvoir. Cela constitue un crime de la part des concepteurs - signataires issus des partis d'opposition; on peut parler de complicité de crime de la part des signataires issus de la mouvance présidentielle. Le crime fut avalisé par les représentants respectifs de l'ONU et de l'OUA, ce qui constitue une circonstance aggravante dans le chef de ces organisations qui ont cautionné un acte anticonstitutionnel et contraire à la volonté du peuple burundais. La

Convention de gouvernement n'est pas une convention du fait que le consentement n'était pas libre; en outre, ceux qui l'ont signée n'avaient pas la capacité de poser cet acte. Elle est en réalité une légalisation du putsch et une braderie du pouvoir au profit des perdants des élections présidentielles et législatives de juin 1993. Malgré cette cession du pouvoir faite par quelques autorités du FRODEBU au mépris de la volonté des électeurs, les vampires sont restés insatiables: la paix et la sécurité ne furent pas rétablies pour autant et les putschistes ont poursuivi leur agression contre le peuple et les institutions démocratiques. Les massacres de populations civiles par l'armée se sont poursuivis sans relâche. Si l'on se souvient que NDADAYE avait largement associé l'opposition au gouvernement, que son successeur Cyprien NTARYAMIRA avait largement concédé de nombreux postes à l'UPRONA et que tous les efforts pour amadouer les vaincus sont restés vains, on comprend la nécessité de répondre à l'agression militaire incessante par la force armée. Les paroles ne résolvent rien face à un agresseur acharné et le refus de légitime défense, avec des moyens au moins proportionnels à ceux utilisés par l'agresseur, devient un suicide pur et simple. Dans le cas du Burundi, refuser de prendre les armes contre l'armée monoethnique et criminelle signifie condamner le peuple à être perpétuellement massacré. C'est un crime de prôner la lutte pacifique lorsqu'un peuple est chaque jour militairement attaqué: les morts ne plaident pas, seuls les vivants peuvent défendre leurs droits. La guerre contre l'armée burundaise constitue donc non seulement un droit, mais un impératif devoir. La révolution burundaise est à ce prix.⁵ La révolution en marche. Il n'est plus permis d'en douter: le peuple burundais est en révolution. Il ne s'agit pas ici de se livrer à une apologie de la guerre, mais d'appréhender la dynamique politique, sociale, militaire et générale en cours au Burundi. En trois ans, le peuple burundais est passé de la mentalité de soumission et de passivité à la mentalité de refus et d'action. Malgré les multiples souffrances, il refuse de flancher, d'accepter l'inacceptable. Le peuple a compris que son avenir est en jeu et que prendre les armes est une question de survie. Pour la première fois, il a décidé d'assumer lui-même son destin et de ne pas le confier à des aventuriers préoccupés par leurs propres intérêts. Des combattants pour la liberté se sont organisés pour affronter l'armée et sont à l'oeuvre dans tout le pays. Ils s'entraînent, mobilisent la population autour d'eux, la protègent, lui apprennent à se cacher, à flairer le danger, à guetter l'ennemi. Pour la première fois dans l'histoire du Burundi, l'armée hier omnipotente est mise à mal par ses victimes. Elle a perdu de son arrogance. Les militaires tremblent, fuient, sont obligés de rester sur la brèche, tombent sur le champ de bataille, n'osent pas se rendre dans des régions entières. L'armée voit ses positions attaquées et perd de son assurance. Et c'est le peuple qui encourage, nourrit et fournit les combattants. C'est le peuple qui revigore ses libérateurs issus de son sein. Massacrés, pourchassés, spoliés chaque jour par l'armée gouvernementale, les paysans acceptent courageusement leur condition, car ils savent désormais qu'une révolution irréversible est en cours et que la victoire est certaine. Les Forces de Défense de la Démocratie (FDD) sont devenues très rapidement une véritable armée, bien structurée, âpre au combat, prête à parer à toute éventualité. Elles tiennent en respect l'armée habituée à tirer sur des civils ligotés, à massacrer des populations sans défense. Et chaque fois que l'armée monoethnique tutsi essuie des revers, elle déverse sa colère sur des gens sans défense, des vieillards, des enfants, des malades... Elle tente tous les moyens pour s'imposer, mais sa brutalité se heurte à la détermination et à la ruse de la guérilla.⁶ La logique du 25 juillet 1996. Malgré l'assassinat de NDADAYE, de nombreux élus du peuple et d'un nombre important d'autorités du FRODEBU, malgré la terreur imposée au peuple, les putschistes ne sont pas parvenus à reprendre le pouvoir comme ils l'avaient escompté. La loi de la force qu'ils ont voulu faire prévaloir a produit un effet contraire de ce qu'ils avaient prévu. Poussés à bout, les paysans ont facilement adhéré à l'option armée comme dernier recours. L'instinct de légitime défense a finalement pris le dessus sur celui de résignation. Certes, les putschistes ont engrangé des postes; leurs suppôts se sont enrichis de pillages; ils ont réussi leur oeuvre de destruction. Ils ont pris en otage le président NTIBANTUNGANYA et ont réussi à lui dicter leur volonté. Mais les victimes ne leur ont pas laissé la paix. Elles ont dit: "NIET, ça suffit". En désespoir de cause, les ennemis de la démocratie ont décidé de recourir à leurs dernières ressources. Avec le parachèvement du putsch, le 25 juillet 1996, les putschistes se dévoilent et assument leur forfait. La décision, un mois plus tôt, à Arusha, d'accorder une assistance militaire, avec comme objectif déclaré de ramener la sécurité dans le pays, leur a fait peur. Habités qu'ils étaient à travailler dans l'ombre, ils craignent que la force étrangère ne soit amenée à contrôler leurs actions, à dénoncer leurs crimes, voire à favoriser l'instruction de ces crimes et finalement à faire obstacle à la perpétration d'autres crimes. Les voilà donc désarmés. Ils appellent leur chef BUYOYA au secours, depuis les Etats-Unis où il s'était retiré, pour y suivre une formation... Pour ce genre de putsch, ils ne manquent pas de modèles récents: le Nigeria, le Niger... Ils tentent le coup, défient le monde entier; c'est sans doute sur recommandation ou encouragement de certaines capitales occidentales. Mal leur en prendra une nouvelle fois. Le calcul machiavélique contenait une inconnue qui s'avérera fatale: la réaction des pays de la région.⁷ Enfin l'Afrique debout Face à la mauvaise foi et à l'arrogance des putschistes, la réaction des chefs d'Etat de la région des Grands Lacs ne s'est pas fait attendre. Moins d'une semaine après le putsch, ces derniers décidaient d'imposer un embargo économique total contre les putschistes. Trois mois après le putsch du 25 juillet, les pressions de certains pays occidentaux en vue de l'assouplissement de l'embargo ont été rejetées. La position africaine est une première et un antécédent historique, quelle que soit l'issue prochaine du bras de fer engagé entre les pays de la région et les putschistes burundais. Malgré le nombre, hélas encore important de putsch et de dictatures militaires en Afrique, les futurs aventuriers putschistes ne sont plus assurés de forcer le soutien de leurs confrères africains, par action ou par omission. Une génération de chefs d'Etat excédés par l'instabilité, la dictature et les souffrances de nos peuples est en train de naître. Cela participe aussi de la révolution africaine et conforte le peuple burundais dans son choix. Cyriaque SABINDEMY | octobre 1996

```
(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});
```